



« De Valmy à Maastricht »

Ils étaient jeunes et enthousiastes. Ils étaient prêts à mourir pour la liberté dont ils pensaient avoir auréolé la Nation, cette identité de chacun, issue de l'amour individuel pour son terroir, ce « Petit Liré » du poète Joachim du Bellay, forgé lentement à la dimension de la France par l'œuvre capétienne. La Convention a décrété « la Patrie en danger », les Français s'engagent pour la défendre. Sous les ordres de Dumouriez, auquel s'était joint Kellerman et ses armées de l'Est, le duc de Chartres, futur Louis-Philippe, roi des Français, a pris position avec son régiment au pied du Moulin de Valmy au centre du dispositif.

Devant la détermination de tout un peuple, l'ennemi a reculé et se retire. Le poète allemand Goethe, francophile, peut alors s'écrier « d'aujourd'hui et en ce lieu date une ère nouvelle de l'Histoire du monde, et j'y étais ». C'était le jour de la Saint Michel de 1792.

Deux cents ans plus tard, on a enterré le concept et la réalité de Patrie et avec elle une grande part de nos libertés en signant le traité de Maastricht. On a suspendu l'Histoire et accroché l'espoir à des perspectives que beaucoup pensent positives.

Il est des instants de l'évolution du monde lors desquels les événements obligent la société à se transformer sous peine d'imploser. Certes, toute la question est dans le comment.

En 1783, le traité de Versailles constate l'indépendance des Etats américains de l'Union, tandis que l'Europe bouillonne. La machine-outil commence à supplanter l'homme dans son travail, bouleversant de la sorte les structures sociales. L'invention du sucre extrait de la betterave ouvre de larges perspectives à la nouvelle agriculture, associée à l'industrie et le commerce extérieur conquiert de nouveaux mondes. 1783, c'est aussi l'apogée du royaume de France, le plus peuplé, le plus riche, le plus dynamique et même plus instruit qu'ailleurs. (10% d'illettrisme seulement contre 15% en 2010).

La bourgeoisie détient les leviers économiques et financiers et partage avec la noblesse partout en Europe ces nouvelles richesses industrielles. En France, la bourgeoisie ne fait que côtoyer le pouvoir dans les salons, où les idées nouvelles se répandent pour refaire le monde. Pour accéder au pouvoir, cette jeunesse puissante et dynamique se doit de couper les têtes et, pour aller plus vite, on en coupera beaucoup. C'est au nom de la liberté que la Révolution, puis Napoléon, offriront une nouvelle philosophie politique au monde pour que les peuples reconnaissants puissent enfin disposer d'eux-mêmes. Et, au besoin, on leur imposera par la force cette ingénierie humaniste.

En ce début de troisième millénaire, l'« élite » politique s'est incrustée comme « Bernard l'Hermitte » dans les palais nationaux confisqués à la royauté française, et se sent à l'aise dans les dorures et les

privilèges. Elle ne désire donc pas être boutée hors de son siège et, pour ce faire, s'arrime, sauf à démissionner d'une responsabilité trop pesante et en obtenir une autre en compensation. Mais surtout ne pas trop bouger. A ce petit jeu, la démocratie s'étirole, les libertés disparaissent et le chaos s'installe.

L'autosatisfaction manifestée par des chefs de partis qui gouvernent ce qui reste de l'entité France n'occulte plus le décalage entre les vœux pieux et la réalité de la vie au quotidien. Les partis tels qu'ils se présentent aujourd'hui jouent-ils encore leur rôle? Les Français se sentent-ils concernés? Sont-ils vraiment représentés? Où en sommes-nous de l'idée, en son temps généreuse, d'une démocratie plurielle?

Il serait temps, me semble-t-il, de remettre à plat un ensemble de questions fondamentales et de tenter d'y répondre avec honnêteté. Car la fuite en avant, dont aucun expert ne peut aujourd'hui prédire l'issue, ne saurait être une panacée. Rome est morte de la révolte des Centurions. Lorsque l'on voit la police, la gendarmerie, certains corps de pompiers, et parfois l'armée, mettre la crosse en l'air, on se dit qu'il serait temps de proposer un avenir à la France. Et, tout d'abord, de permettre aux Français d'être acteurs dans la reconstruction démocratique de leur futur.

Car les Français expriment de plus en plus leur nécessité d'un gouvernement fort, rempart contre le chaos, ainsi que le désir d'une démocratie qui tienne véritablement compte des promesses contenues dans la Déclaration des droits de l'Homme. Un gouvernement doit pouvoir s'appuyer sur la Loi qui ne saurait être interprétée, mais qui a l'obligation d'être juste et respectée par tous. Un tel gouvernement doit s'appuyer sur la durée. Rien ne peut s'affirmer dans l'éphémère. Un chef d'Etat, quelle que soit sa valeur, élu pour une période raccourcie, ne peut logiquement penser et ne travailler qu'aux moyens qui lui permettront d'être réélu...

En Europe, plusieurs pays montrent une stabilité issue d'un régime sous arbitrage royal. Certes, le passé est et doit être irréversible. Dans la Bible, la femme de Loth fut transformée en statue de sel pour s'être retournée sur les ruines encore fumantes de Sodome et Gomorrhe. Le présent et le futur requièrent une décision urgente mais librement réfléchie. Ainsi le référendum d'initiative populaire devrait pouvoir être l'outil indispensable du libre jeu d'une décision politique démocratique. Les Français dans leurs diversités régionales et dans leurs affinités particulières sont conscients de ce que leurs repères traditionnels ont été gommés jusqu'à l'obsolète. On se plaint d'une jeunesse folle et prête à casser du « keuf ». Dans le même temps, on pénalise les forces qui sont gardiennes de l'ordre. On se plaint d'une jeunesse marginale. Mais que fait-on pour les intégrer aux œuvres vives du pays? La Nation et la Patrie ont laissé la plus grande partie de leur âme à Maastricht, et la région, panacée de demain, n'existe pas encore. L'Education nationale ne construit rien ou presque, sinon une élite vouée à se partager l'argent et le pouvoir. Aucun exemple n'est à imiter car chaque peuple et chaque pays ont leur identité propre. Mais, dans cette nouvelle Europe, dont la gestation est loin d'être aboutie, on peut penser que la monnaie unique, premier wagon, risque de générer d'autres décisions, avec une politique commune sur tous les fronts aboutissant à une pensée unique, risque de totalitarisme.

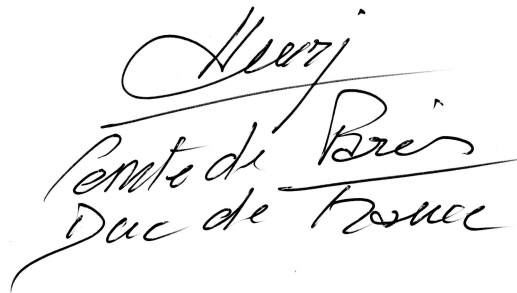
Bien des gens ne font pas la différence entre Fédération et Confédération. La première supposerait une perte absolue de l'identité et des moyens décisionnaires inhérents à la personnalité de chaque peuple. Une confédération, elle, tient compte des particularismes de chaque pays. Ne laissons pas à d'autres le soin d'y réfléchir à notre place. L'adhésion à l'Europe peut, sans doute, accepter une monnaie commune au niveau des échanges commerciaux, bancaires et financiers, un front anti-

terroriste, une stratégie de Défense commune au niveau des états-majors, sous contrôle de chacun des chefs d'Etat concernés, ainsi qu'un libre échange culturel, comme cela a toujours existé au cours des siècles. Tout cela restant à négocier harmonieusement et de façon ponctuelle et révisable.

Un gouvernement fort devrait en France assurer la sécurité de ses ressortissants, et mettre en œuvre une stratégie adaptée aux impératifs liés à son propre sol. Aider le développement d'une décentralisation réelle qui ne débouche pas sur une dislocation du pays. Veiller à une plus juste répartition des impôts revus à la baisse, afin de permettre à chacun une rémunération normale de son travail, ainsi que la libre transmission de son patrimoine.

Tel ne pourrait-il pas être le rôle d'une monarchie constitutionnelle?

Henri, Comte de Paris, duc de France
Janvier 2010



Henri
Comte de Paris
Duc de France